

Association Départementale des Combattants Prisonniers de Guerre

ACPG-CAT de la Gironde Maison du Combattant

97 rue Saint Gènes

33000 Bordeaux

SIREN 781 848 783

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2022

Association Départementale des Combattants Prisonniers de Guerre
SIREN 781 848 783

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**
Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de l'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES COMBATTANTS PRISONNIERS DE GUERRE,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES COMBATTANTS PRISONNIERS DE GUERRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes

qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « Provisions » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation d'une provision pour litige. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association, nous avons contrôlé la cohérence des hypothèses retenues pour l'évaluation de ce passif, revu les calculs effectués et nous nous sommes assurés qu'une information appropriée était donnée en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du comité directeur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la structure à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la structure ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le comité directeur.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre structure.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la structure à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 10 mai 2023

CABINET LOPES VERDON ET ASSOCIES AUDIT

Jérôme COUTAND
Commissaire aux comptes



Bilan actif

	Bilan	Amortissements et Dépréciations	Bilan 31/12/2022	Bilan 31/12/2021
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	30 794	29 487	1 307	4 456
Immobilisations corporelles				
Terrains	7 131		7 131	7 131
Constructions	6 963 997	2 704 346	4 259 651	4 460 548
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 173 456	934 321	239 135	120 115
Autres immobilisations corporelles	2 272 305	1 398 506	873 799	952 940
Immobilisations corporelles en cours	81 607		81 607	
Immobilisations financières				
Participations	412		412	412
Autres immobilisations financières	4 658		4 658	4 768
Total I	10 534 359	5 066 660	5 467 699	5 550 370
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	137 777		137 777	119 306
Produits intermédiaires et finis	22 242		22 242	40 827
Marchandises	7 616		7 616	8 008
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	503 499	7 902	495 597	379 585
Autres créances	178 264		178 264	197 901
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement	197 250	4 672	192 578	192 744
Disponibilités	3 571 864		3 571 864	3 809 342
Charges constatées d'avance	86 406		86 406	83 775
Total II	4 704 917	12 573	4 692 344	4 831 488
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	15 239 276	5 079 233	10 160 043	10 381 858
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Bilan passif

	au 31/12/2022	au 31/12/2021
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie	1 153 741	1 138 254
Fonds statutaires	788 453	788 453
Autres fonds propres	41 619	41 619
Fonds propres avec droit de reprise		
Autres fonds propres	-59 216	-184 413
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité	639 696	639 696
Report à nouveau	1 077 839	773 930
Excédent ou déficit de l'exercice	-16 070	433 284
Situation nette (sous-total)	3 626 062	3 630 823
Provisions réglementées	328 254	334 889
Total I	3 954 316	3 965 712
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	63 385	34 473
Total II	63 385	34 473
PROVISIONS		
Provisions pour risques	277 500	277 500
Total III	277 500	277 500
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 028 734	5 243 982
Emprunts et dettes financières diverses	28 799	29 142
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	216 256	294 997
Dettes fiscales et sociales	498 028	438 851
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 599	2 599
Autres dettes	90 426	93 088
Produits constatés d'avance		1 514
Total IV	5 864 842	6 104 173
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	10 160 043	10 381 858
(1) Dont à plus d'un an (a)	739 581	
Dont à moins d'un an (a)	5 125 261	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	1	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2022	Exercice N-1 31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	49 940	55 510
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	6 017	5 585
Dont ventes de dons en nature	504	336
Ventes de prestations de services	1 452 636	1 257 755
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 751 250	3 595 949
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	884 965	820 866
Utilisation des fonds dédiés	34 474	10 446
Autres produits	33 430	62 074
Total I	6 212 712	5 808 185
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	11 349	15 040
Variation des stocks	393	-274
Autres achats et charges externes	2 183 216	1 920 353
Impôts, taxes et versements assimilés	206 879	179 827
Salaires et traitements	2 318 642	2 121 773
Charges sociales	930 071	803 532
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	399 573	401 754
Dotations aux provisions		277 500
Reports en fonds dédiés	63 386	7 000
Autres charges	30 103	34 877
Total II	6 143 610	5 761 382
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	69 102	46 803
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	9 276	2 655
Total III	9 276	2 655
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	166	964
Intérêts et charges assimilées	107 330	113 309
Total IV	107 496	114 273
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-98 219	111 617

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2022	Exercice N-1 31/12/2021
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I+II+III)	29 177	64 814
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 093	285 363
Sur opérations en capital	6 860	269 275
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	6 635	6 135
Total V	15 588	560 773
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	995	1 587
Sur opérations en capital	1 546	1 088
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		60 000
Total VI	2 540	62 675
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	13 048	498 098
Total des produits (I+III+V)	6 237 576	6 371 614
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	6 253 646	5 938 330
EXCEDENT OU DEFICIT	-16 070	433 284

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : A.D.C.P.G. (consolidé)

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 10 160 043 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 16 070 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 26/04/2023.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Conformément aux règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04, l'annexe mentionne l'objet social de l'association, la nature et le périmètre de ses activités ou missions sociales réalisées, ainsi que les moyens mis en oeuvre pour les atteindre.

A ce titre, l'objet social de l'Association A.D.C.P.G est une association créée et gérée par l'Association Départementale des Combattants Prisonniers de Guerre et Combattants Algérie-Tunisie-Maroc (ADCPG-CATM), le centre accueille des personnes en situation de handicap depuis 1977.

Nos services vont de l'ESAT au Foyer d'Hébergement et de vie en passant par le Service d'Accompagnement à la Parentalité pour les Personnes en situation de Handicap (SAPPH) Gironde.

Pour mener à bien ses missions, les ressources de l'Association se composent des éléments suivants :

- Des revenus de toutes nature des biens lui appartenant ;
- Des souscriptions et dons manuels des amis de l'Association, en particulier de ses membres ;
- Des dons et legs dont l'acceptation aura été approuvée par les autorités de tutelle et de contrôle ;
- Des subventions versées, au titre de l'objet social de l'Association, par les autorités de tutelle et de contrôle et tout autre organisme autorisé.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, fondations et fonds de dotation et du règlement ANC N°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par les personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés. En effet aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n°2018-06 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions réglementées : conformément aux dispositions du Code de l'action sociale et des familles, elles sont dotées du montant des plus-values de cessions de valeurs mobilières réalisées au cours de l'exercice et ont été minorées d'un montant correspondant à une

**DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Règles et méthodes comptables

quote-part de la valeur nette comptable dégagée à la suite de la démolition en 2010 d'une partie de l'ensemble immobilier.

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique étant précisé qu'il est fait application de la méthode d'amortissement par composant pour l'ensemble immobilier.
- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrécouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Titres de participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,75 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur au fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	30 197	598		30 794
Immobilisations incorporelles	30 197	598		30 794
- Terrains	7 131			7 131
- Constructions sur sol propre	6 618 592			6 618 592
- Constructions sur sol d'autrui	331 998			331 998
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions	13 407			13 407
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 060 407	113 050		1 173 456
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 655 268	5 884		1 661 151
- Matériel de transport	464 433	68 000		532 433
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	76 250	13 881	11 410	78 721
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours		81 606		81 607
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	10 227 485	282 421	11 410	10 498 495
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	412			412
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	4 768	110		4 658
Immobilisations financières	5 180	110		5 070
ACTIF IMMOBILISE	10 262 861	283 129	11 410	10 534 359

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	25 740	3 747		29 487
Immobilisations incorporelles	25 740	3 747		29 487
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	2 266 403	194 516		2 460 918
- Constructions sur sol d'autrui	223 639	17 791	11 410	230 020
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	13 407			13 407
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	940 292	40 628	46 599	934 321
- Installations générales, agencements aménagements divers	813 611	117 533		931 143
- Matériel de transport	348 216	33 859		382 075
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	81 184	4 104		85 288
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	4 686 751	408 431	58 009	5 037 173
ACTIF IMMOBILISE	4 712 491	412 178	58 009	5 066 660

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 772 827 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :	4 658		4 658
Autres	4 658		4 658
Créances de l'actif circulant :	768 169	768 169	
Créances Clients et Comptes rattachés	503 499	503 499	
Autres	178 264	178 264	
Charges constatées d'avance	86 406	86 406	
Total	772 827	768 169	4 658

Produits à recevoir

	Montant
Usagers - factures à établir	87 697
Divers pdts à recevo	5 300
Produits à recevoir	111 139
Intérêt à recevoir	7 875
Total	212 011

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	Debut Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré	1 138 254	15 487		1 153 741
Fonds statutaires	788 453			788 453
Apports sans droit de reprise	41 619			41 619
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
Total fonds sans droit reprise	1 968 326	15 487		1 983 813
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
Total fonds avec droit reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	639 696			639 696
Report à Nouveau	773 930	303 909		1 077 839
Résultat de l'exercice	433 284		449 354	-16 070
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	-184 413	125 197		-59 216
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées	334 889		6 635	328 254
Droits des propriétaires (Commodat)				
Autres fonds associatifs				
Total fonds associatifs	3 965 712	444 593	455 989	3 954 316

Tableau de détermination du résultat effectif de l'activité médico-sociale de l'entité	
Résultat comptable	-16 069,00
Reprise du résultat antérieur	-49 231,00
EXCÉDENT OU DÉFICIT EFFECTIF GLOBAL	-65 301,00
Dont résultat effectif sous gestion propre	-86 726,00
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	21 425,00

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Selon l'art. 153-2 règlement ANC n° 2019-04, l'excédent ou déficit effectif global correspond au résultat de l'exercice de l'entité gestionnaire corrigé des augmentations de contributions financières des autorités de tarification finançant les déficits des exercices antérieurs ou des diminutions de contributions financières des autorités de tarification reprenant les excédents des exercices antérieurs des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (augmentations et diminutions dénommées dans le tableau « reprises du résultat antérieur »).

Notes sur le bilan

Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	277 500				277 500
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	277 500				277 500
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 5 864 842 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant (en €)	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	1	1		
- à plus de 1 an à l'origine	5 028 733	4 289 152	110 272	629 309
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	28 799	28 799		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	216 256	216 256		
Dettes fiscales et sociales	498 028	498 028		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 599	2 599		
Autres dettes (**)	90 426	90 426		
Produits constatés d'avance				
Total	5 864 842	5 125 261	110 272	629 309
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	215 248			
(**) Dont envers Groupe et associés	11 039			

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	26 329
Intérêts courus	17 759
Provision congés payés cat	176 988
Personnel - autres charges à payer	30 808
Ch.soc./ prov. cong. pay. cat	86 960
Charges sociales à payer	902
Clients - rrr à accorder	80
Autres charges à payer	17 472
Transport (ramassage)	3 653
Total	360 954

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	86 406		
Total	86 406		

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 15 800 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	FIR	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		3 708 122				3 708 122
Subventions d'exploitation				25 500	17 627	43 128
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						3 751 250

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 50 personnes.

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 187 874 euros.

* DIRECTION : 78 688 euros.

* DIRECTION : 60 576 euros.

* DIRECTION : 48 610 euros.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 205 713 euros

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Report	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (pro, sans dépt)
		A	B		C	A + B + C	
SUBVENTIONS SAPHH	34 473	34 474	34 474		63 386	63 386	
Total	34 473	34 474	34 474		63 386	63 386	

DOCUMENT VISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES